

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE TOULOUSE**

**N°1403275**

---

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**ASSOCIATION FRANCE NATURE  
ENVIRONNEMENT MIDI-PYRENEES et autres**

---

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

**M. Jozek  
Rapporteur**

---

Le Tribunal administratif de Toulouse

(5ème Chambre)

**Mme Blin  
Rapporteur public**

---

**Audience du 9 février 2017  
Lecture du 2 mars 2017**

---

**44-02-02-005  
C**

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire complémentaire, enregistrés les 27 juin 2014 et 22 mars 2016, l'association France Nature Environnement Midi-Pyrénées, l'association Nature Midi-Pyrénées et l'association France Nature Environnement demandent au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 28 avril 2014 autorisant l'établissement « Energies Services Lavour », en application de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, à perturber intentionnellement et détruire les spécimens des espèces animales protégées listées en annexe 1, ainsi qu'à détruire, altérer/dégrader leurs habitats de reproduction ou/et de repos dans le cadre de la réalisation de la centrale hydro-électrique d'Ambres-Fonteneau sur l'Agout sur les communes d'Ambres et Lavour ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat le versement aux associations requérantes d'une somme de 750 euros chacune sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Les associations requérantes soutiennent que :

- l'arrêté attaqué n'est pas suffisamment motivé au regard des dispositions de la loi du 11 juillet 1979 en ce qu'aucun des éléments indispensables à l'octroi d'une dérogation prévue à l'article L. 411-2 n'est démontré, ni même allégué ;

- le préfet ne démontre pas l'absence d'autre solution satisfaisante ;

- le projet d'usine hydroélectrique entraînera la destruction d'habitats ne permettant pas de maintenir les populations concernées dans un bon état de conservation ;

- l'arrêté attaqué est illégal en l'absence de raison impérative d'intérêt public majeur d'ordre économique ou social s'attachant au projet d'usine hydroélectrique d'Ambres-Fonteneau ;

- la dérogation litigieuse est illégale en ce qu'elle ne prend pas en compte deux espèces protégées la Bouvière et la Vandoise ;

- les mesures de réduction et de compensation sont insuffisantes.

Par deux mémoires, enregistrés les 28 décembre 2015 et 5 janvier 2016, le préfet du Tarn conclut au rejet de la requête.

Il soutient que les moyens soulevés par les associations requérantes ne sont pas fondés.

Par ordonnance du 23 mars 2016 la clôture de l'instruction a été fixée au 11 avril 2016.

La société Energie Services Lavour a produit un mémoire, enregistré le 6 février 2017 après la clôture de l'instruction.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- l'arrêté fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Jozek, rapporteur ;
- les conclusions de Mme Blin, rapporteur public ;
- les observations de M. Hourcade, pour l'association France Nature Environnement Midi-Pyrénées ;
- et les observations de Mme Fropier et de MM. Mader et Bernad pour le préfet du Tarn.

Une note en délibéré présentée pour l'association France Nature Environnement Midi-Pyrénées, l'association Nature Midi-Pyrénées et l'association France Nature Environnement a été enregistrée le 9 février 2017.

1. Considérant que, par arrêté préfectoral du 26 juin 2014, l'établissement Energies Services Lavour a été autorisé à disposer de l'énergie hydraulique de la rivière Agout pour la mise en jeu d'une entreprise située sur le territoire des communes de Lavour et d'Ambres et destinée à la production d'énergie électrique ; que, ce même établissement a déposé en janvier 2012 une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées pour la réalisation de l'usine hydroélectrique conformément à l'article L. 411-2 du code de

l'environnement ; qu'un nouveau dossier complété a été présenté en février 2013 à la demande de la DREAL Midi-Pyrénées ; qu'une première autorisation de destruction d'espèces protégées délivrée à l'établissement Energies Services Lavour par un arrêté préfectoral du 6 août 2013, a été abrogée et remplacée par un arrêté du 7 novembre 2013, lui-même retiré le 18 mars 2014 ; qu'après consultation du public par la DREAL sur son site internet du 28 mars au 13 avril 2014, le préfet du Tarn a, par arrêté du 28 avril 2014, autorisé l'établissement « Energies Services Lavour », en application de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, à perturber intentionnellement et détruire les spécimens des espèces animales protégées listées en annexe 1, ainsi qu'à détruire, altérer/dégrader leurs habitats de reproduction ou/et de repos dans le cadre de la réalisation de la centrale hydro-électrique d'Ambres-Fonteneau sur l'Agout sur les communes d'Ambres et Lavour ; que, par la requête susvisée, l'association France Nature Environnement Midi-Pyrénées, l'association Nature Midi-Pyrénées et l'association France Nature Environnement demandent l'annulation de cet arrêté ;

Sur les conclusions à fin d'annulation :

En ce qui concerne la légalité externe :

2. Considérant qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 11 juillet 1979 : « *Doivent également être motivées les décisions administratives individuelles qui dérogent aux règles générales fixées par la loi ou le règlement.* » ; que, contrairement à ce que soutiennent les associations requérantes, l'arrêté attaqué se prononce en premier lieu, sur l'existence de raisons impératives d'intérêt public majeur, en deuxième lieu, sur l'absence de solution alternative satisfaisante et, en troisième lieu, sur le maintien, dans un état de conservation favorable et dans leur aire de répartition naturelle, des populations des espèces protégées ; que, par ailleurs, l'arrêté contesté vise notamment les articles L. 411-1, L. 411-2, R. 411-1 à R. 411-14 du code de l'environnement ; qu'il s'ensuit que les associations requérantes ne sont pas fondées à invoquer l'insuffisante motivation de l'arrêté attaqué ;

En ce qui concerne la légalité interne :

3. Considérant qu'aux termes du I de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « *Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : / 1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ; / 2° La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel ; / 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ; (...)* » ; qu'aux termes de l'article L. 411-2 du même code : « *Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : (...)* / 4° La délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : (...) / c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt

*public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ; (...) » ;*

4. Considérant qu'il appartient à l'administration d'effectuer une recherche sérieuse de solutions alternatives et d'en rapporter la preuve ; qu'une solution alternative n'est satisfaisante au sens des dispositions précitées de l'article L. 411-2 du code de l'environnement que si elle permet d'assurer, au regard de l'objectif poursuivi par le projet en litige, un équilibre satisfaisant entre les intérêts publics en présence, en matière sociale et économique d'une part, de protection de l'environnement d'autre part ; qu'il ressort, en l'espèce, des pièces du dossier que l'établissement « Energies Services Lavour » qui, en qualité de distributeur d'électricité, doit disposer d'un ratio d'autoproduction et mettre en œuvre des solutions de production d'électricité en phase avec la courbe de charge des consommations de ces clients, a étudié les opportunités de production d'électricité renouvelables envisageables sur son territoire de desserte ; qu'il a notamment étudié la possibilité d'un réaménagement de l'ancienne usine hydroélectrique d'Ambres ainsi la création d'un nouvel aménagement au lieu-dit « Fontenau » et au lieu-dit « en Gourraud » ; que la réhabilitation de l'ancienne usine d'Ambres, qui se situe à proximité d'habitations, a été écartée dans la mesure où elle présentait un risque important de déstabilisation du pont d'Ambres sur lequel passe la route départementale 87 ; que si le site d'« en Gourraud » représentait la meilleure solution technique, compte tenu de la largeur de la rivière à cet endroit, l'établissement Energies Services Lavour a cependant privilégié le site de « Fontenau », moins avantageux techniquement mais situé au pied d'une station d'épuration et d'une prison, en bordure d'une zone industrielle sur une portion de l'Agout très encaissée dépourvue d'accès aux berges et aux rives ; que si l'aménagement de ce site est susceptible de porter atteinte, de perturber ou de détruire les espèces animales qui s'y trouvent, il ne ressort pas des pièces du dossier qu'il aurait existé des solutions alternatives satisfaisantes de nature à éviter ou à réduire ces atteintes ; que, par suite, l'absence de solutions alternatives satisfaisantes doit être regardée comme établie ;

5. Considérant, en deuxième lieu, qu'à la suite de l'avis l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) du 15 mai 2012, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement a, le 28 juin 2012 puis le 14 août 2012, demandé de compléter le dossier de demande de dérogation, déposé en janvier 2012 ; qu'un nouveau dossier a été présenté en février 2013 qui a fait l'objet d'avis favorable sous condition de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le 7 février 2013, et de la commission nationale de protection de la nature (CNP), le 8 avril 2013 ; que la circonstance que l'ONEMA ait mis en évidence des lacunes issues du premier dossier de demande de dérogation ne suffit pas à remettre en cause l'efficacité des mesures de suppression et de réduction d'impacts, des mesures de compensation d'impacts et des mesures d'accompagnement prévues dans l'arrêté attaqué ; qu'au titre des mesures de réduction, figure l'arasement du seuil du pont de 2,25 mètres sous sa côte actuelle, jusqu'au niveau de la semelle de l'ouvrage, permettant de rétablir une continuité écologique aquatique ; que les associations requérantes contestent le caractère additionnel de cette mesure en se fondant sur l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 7 octobre 2013 aux termes duquel : « l'annexe au présent arrêté fixe la liste des cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux mentionnés au 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement, sur lesquels tout ouvrage doit être géré, entretenu et équipé dans un délai de cinq ans après la publication de la liste selon les règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant pour assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs » ; que, toutefois, ces dispositions n'ont ni pour objet ni pour effet de rendre obligatoire l'arasement prévu par l'arrêté attaqué ; que, contrairement à ce que soutiennent les associations requérantes, la mesure tendant à encadrer la fréquentation du site, qui a pour objet d'éviter les activités susceptibles de perturber les espèces et modifier les conditions écologiques

de leur habitat, peut être valablement qualifiée des mesure de réduction des impacts du projet sur les espèces protégées ; que si les associations requérantes soutiennent que l'aménagement du site du Carla pour la montaison et la dévalaison des espèces piscicoles ne peut être considérée comme une mesure de compensation dès lors qu'il est, en tout état de cause, rendu obligatoire par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006, elles ne précisent pas les dispositions de ladite loi qui imposeraient la mise en place, par l'établissement Energies Services, Lavour d'un tel dispositif ; que les associations requérantes, en se bornant à alléguer que la mesure consistant en la création de bancs de galets et de sable serait aléatoire, ne remettent pas en cause l'efficacité de cette mesure, dont le préfet soutient qu'elle sera encadrée et suivie par un assistant environnemental permettant d'apporter des garanties de faisabilité technique ; qu'enfin, l'arrêté attaqué prévoit en son annexe 3 qu'afin de ne pas détruire les œufs protégés de la Bouvière et de la Vandoise, les interventions dans le lit mineur pour la mise en place des batardeaux de terre ou l'ouverture du canal de fuite susceptibles de générer des matières en suspension, seront réalisées hors de la période de frai, entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 1<sup>er</sup> mars ; qu'en l'absence d'arrêté préfectoral de protection de biotope, le préfet n'était pas tenu de prendre en compte les milieux particuliers à ces deux espèces, lesquelles ne sont pas protégées ; qu'il résulte de ce qui précède que les associations requérantes ne sont pas fondées à soutenir que le maintien des espèces dans un état de conservation favorable ne serait pas assuré compte tenu de l'ensemble des mesures de réduction et de compensation projetées ;

6. Considérant, enfin, que le préfet du Tarn fait valoir sans être contesté que le projet de barrage fait partie d'un ensemble de projets qui permettent l'engagement de l'Etat envers la Commission européenne en matière de transition énergétique, consistant à porter la part des énergies renouvelables de la consommation énergétique finale en France d'à peine 10% en 2005 à 23% en 2020 ; qu'il résulte, en particulier, du dossier de demande de dérogation que la centrale hydroélectrique, qui ne consommera aucun combustible et dont la production annuelle est évaluée à 12 millions de kWh soit la consommation électrique résidentielle de 5.000 habitants, permettra d'éviter le rejet annuel dans l'atmosphère d'au moins 8.300 tonnes de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>), de 38 tonnes de SO<sub>2</sub>, de 19 tonnes de NO<sub>2</sub> et de 1, 2 tonnes de poussières ; que, dans ces circonstances, les associations requérantes ne sont pas fondées à soutenir que la dérogation litigieuse, qui permet au demeurant le maintien des espèces protégées dans un état de conservation favorable, ne serait pas justifiée par une raison impérative d'intérêt public majeur ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

7. Considérant qu'aux termes de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :  
*« Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation » ;*

8. Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mis à la charge de l'Etat, qui n'est pas en l'espèce la partie perdante, la somme réclamée au titre de ces dispositions par l'association France Nature Environnement Midi-Pyrénées, l'association Nature Midi-Pyrénées et l'association France Nature Environnement ;

## D E C I D E :

Article 1<sup>er</sup> : La requête de l'association France Nature Environnement Midi-Pyrénées, l'association Nature Midi-Pyrénées et l'association France Nature Environnement est rejetée.

Article 2 : Le présent jugement sera notifié à l'association France Nature Environnement Midi-Pyrénées, l'association Nature Midi-Pyrénées, l'association France Nature Environnement et la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Copie du jugement sera adressée au préfet du Tarn et à la société Energie Services Lavour.

Délibéré après l'audience du 9 février 2017, à laquelle siégeaient :

Mme Carthé-Mazères, président,

M. Jozek, premier conseiller,

Mme Kanté, premier conseiller,

Lu en audience publique le 2 mars 2017.

Le rapporteur,

La présidente,

F. JOZEK

I. CARTHE-MAZERES

La greffière,

M. BENAZET

La République mande et ordonne à la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie en ce qui la concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme :  
Le Greffier en chef,